

### Éditorial : Une petite prière pour un Cycle à l'agonie

Les membres sont tombés plus bas que jamais dans la quête de leur objectif : conclure le Cycle de Doha avant la fin de l'année. La dernière en date des stratégies qu'on a élaborées pour y parvenir, dite « approche cocktail », qui consiste en réunions bilatérales, en petits groupes et multilatérales, a montré quelles étaient ses limites; le G-11 a été dissous et les réunions bilatérales entre les États-Unis et les économies émergentes devraient marquer un temps d'arrêt. Bon nombre d'observateurs commerciaux pensent que le Cycle a un pied dans la tombe, et comme Pâques approche rapidement, seuls les plus optimistes parmi eux osent espérer que les textes sur le projet révisé de modalités puissent le faire ressusciter... trois jours après leur diffusion le Vendredi saint.

### Le G-11 a mordu la poussière

Le groupe G-11 de pays clés (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Inde, Japon, UE, Maurice, Afrique du Sud et États-Unis), dont de nombreuses personnes disaient qu'il était crucial pour faire progresser le Cycle de Doha vers la ligne d'arrivée cette année, n'a pas réussi à réduire les différences après une semaine de pourparlers critiques, plongeant les négociations plus profondément dans le doute.

Le groupe s'est réuni le 22 mars et s'est penché uniquement sur le processus, et non sur le fond. Il s'était donné pour objectif d'engager une réflexion sur d'éventuels scénarios, puisque les rencontres bilatérales entre les États-Unis et les économies émergentes n'ont pas réussi à produire à ce jour l'étincelle nécessaire pour faire sortir le Cycle de Doha de son impasse du 28 décembre. Mais il a fait long feu.

Les pourparlers bilatéraux entre les États-Unis et la Chine que d'aucuns, et ils sont nombreux, considéraient comme un préalable à tout progrès des négociations, sont presque arrivés au « point de non retour », selon un fonctionnaire. La volonté déclarée des États-Unis de renoncer à l'élimination totale du tarif sur plusieurs produits sectoriels qui les intéressent – en l'occurrence les produits chimiques, les machines industrielles, les produits pharmaceutiques et les produits électroniques, pour n'en nommer que quelques-uns – en faveur de la proposition dite de « l'approche du panier », lancée en premier par le Japon, n'a pas permis de réduire les divergences de vue entre les deux superpuissances économiques. Grâce à l'approche du panier, qui permet d'appliquer des traitements différents à différents produits, les pays émergents peuvent mettre leurs lignes de produits les plus sensibles à l'abri de réductions radicales.

En fait, la Chine a rejeté les revendications des États-Unis lors des réunions bilatérales qui se sont tenues du 15 au 17 mars. Elle a déclaré qu'elle n'envisagerait d'adopter l'approche du panier dans des secteurs comme les produits chimiques et les machines uniquement si d'autres pays émergents (Brésil, Inde) acceptaient d'y participer. Par ailleurs, les Chinois veulent que les pays développés entament le même processus, mais seulement s'ils consentent des efforts plus importants que ceux des économies émergentes.

Essentiellement, ces réunions bilatérales cruciales n'ont pas avancé d'un poil depuis le début de l'année.

« À la lumière des consultations de cette semaine, nous partageons avec d'autres membres une grave préoccupation que les négociations de Doha n'aient pas réalisé les progrès que nous avons espérés à l'heure actuelle. Le fait est que les écarts entre les membres restent importants », a déclaré l'ambassadeur des États-Unis, M. Michael Punke, ajoutant que « les États-Unis sont résolument déterminés à travailler d'arrache-pied au cours des prochaines semaines pour trouver des moyens productifs d'aller de l'avant. »

### Le problème des prochaines étapes

À ce point des négociations, on peut présumer, sans devoir craindre de se tromper, que le processus du G-11 est défunt et que les réunions bilatérales entre les États-Unis et les économies émergentes marqueront probablement un temps d'arrêt. Le défi demeure donc de savoir de quelle façon les membres détermineront ce qui se passera ensuite. Le 24 mars, le G-11 a essayé de tenir une réflexion sur d'éventuels scénarios, et il a dégagé quatre options possibles.

1. **Conserver l'approche cocktail actuelle**, même si elle s'est révélée inefficace et fastidieuse. Selon les fonctionnaires, cette approche dite de « l'atterrissage en catastrophe » est affligée d'un énorme problème et elle manque de crédibilité si on la juge sur sa performance passée.
2. **Élaboration d'une nouvelle méthodologie**, dans la perspective de parvenir à une nouvelle solution « miracle ». Les sources ont affirmé que cette option est celle que recherchent les acteurs clés, mais ils restent vagues sur la forme que cela prendrait. Parmi les idées que l'on laisse planer, il y a la proposition d'impliquer directement le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, pour qu'il dépose plus particulièrement des propositions de compromis afin de sortir de l'impasse. Cependant, sur ce point, les sources ont déclaré que les membres demeurent extrêmement partagés.
3. La troisième option serait **la ronde des blâmes**, au cours de laquelle chaque membre prétend qu'il est le « bon garçon » et déclare qu'il est inébranlablement déterminé à conclure le Cycle.
4. La dernière option consisterait à **élaborer une approche de l'« atterrissage en douceur »**, qui pourrait aussi bien comprendre un « Doha allégé ». Cependant, les sources déclarent que le G-11 n'a pas réussi à s'entendre sur la façon dont cela sera élaboré.

Le G-11 a conclu sa réunion sans retenir une option particulière pour aller de l'avant. Selon les fonctionnaires, la seule chose sur laquelle il soit tombé d'accord était que les écarts restants sont trop importants et ne peuvent être comblés par les outils et les moyens utilisés précédemment. En outre, le groupe est convenu de suspendre ses réunions.

## Les textes révisés peuvent toujours respecter le délai de Pâques

C'est un secret de Polichinelle que bon nombre des membres du G-11 ne sont pas en faveur de la diffusion des textes révisés sur le projet de modalités. Cependant, pour M. Lamy, les présidents devraient néanmoins maintenir le cap et déposer les nouveaux textes avant Pâques, ce qui servira de fondement à de futures négociations « d'une façon telle qu'un processus de négociation plus horizontal comble les écarts qu'il reste à combler », a-t-il déclaré.

« Je ne prévois pas, pas plus que n'importe qui d'autre, que les projets seront nets. Mais nous devons passer par une étape au cours de laquelle le libellé et les chiffres seront présentés, même s'il reste des différences ici et là, afin que nous abordions la phase finale avec une liste complète de ce qui reste à faire. »

Pas un seul membre du G-11 n'a déclaré qu'il était prêt à jeter l'éponge. Par conséquent, M. Lamy peut compter sur le soutien des membres pour ne pas déclarer prématurément que le Cycle de Doha agonisant a rendu l'âme.

On prévoit que les pays en développement soutiendront pour la plupart l'initiative de M. Lamy, car aucun autre processus n'est disponible à l'heure actuelle.

Les sources affirment que le Kenya, au nom du groupe africain, appuiera la diffusion de nouveaux textes. Le groupe devrait probablement élaborer une approche pour aller de l'avant, car pour lui, toute décision à l'égard du sort du Cycle de Doha devrait demeurer entre les mains des ministres. Qui plus est, les pays en développement sont également convaincus que le sort des petits pays vulnérables ne devrait pas être pris en otage pour favoriser les intérêts des membres développés.

M. Lamy convoquera un Salon vert le lundi 28 mars, et une réunion informelle du CNC le mardi, afin de décrire essentiellement les grandes lignes du nouveau processus, qui devrait vraisemblablement comporter une série de « séances en confessionnal » avec les membres du G-7.

Le défi auquel il est confronté consiste à faire en sorte que le système commercial multilatéral ne soit pas affaibli par un éventuel échec du Cycle de Doha.

« En ces temps troublés, l'OMC doit agir comme un catalyseur de confiance et d'unité mondiale à travers la conclusion du Cycle de Doha. Elle doit contribuer à un monde plus stable. Une crise de l'OMC n'est pas ce que l'on attend de membres responsables de la communauté internationale. N'affaiblissons pas l'un des meilleurs exemples d'une coopération internationale qui fonctionne », a dit M. Lamy aux participants de la conférence parlementaire annuelle, le 22 mars. Lors de la séance informelle du CNC de mardi, l'ensemble des membres sera mis au courant de la façon dont le Cycle peut être sauvé, le cas échéant.

